



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Chère Union Suisse des Paysans,

Le beau printemps de cette année nous a offert une jolie surprise. Tu as semblé profiter de cette période féconde pour exprimer une vigueur renouvelée et affirmer une forte volonté d'empoigner à bras le corps le problème lancinant de la crise du lait. Tu as réalisé que l'IP Lait ne faisait pas son travail, ou en tout cas pas en faveur des paysans que tu dis défendre. Tu as remarqué que beaucoup d'entre eux étaient véritablement au bout du rouleau, voire même au-delà malheureusement, que la colère grondait dans les campagnes, qu'une partie de l'opinion publique semblait également se réveiller...

Tu as clamé haut et fort que désormais, cela suffisait ! Il fallait arrêter de se moquer des paysans, «le jour de paie était arrivé» !! Tu as menacé les industries laitières de ce pays, leur donnant un délai au 1^{er} juillet 2017 pour améliorer les conditions d'achat et le prix du lait, sinon...

Sinon quoi ? Moi, paysanne, j'avais déjà fait chauffer mon tracteur. Moi, paysanne, j'avais réservé la première semaine des vacances scolaires pour participer au coup de gueule général, pour assiéger le palais fédéral, ou les usines des acheteurs, pour descendre dans la rue et crier l'indignation, la colère, la tristesse, la peur de lendemains qui ne chantent pas. En attendant, trois de mes collègues se sont rendus à une première séance du groupe de travail lait, que tu as absolument tenu à mettre sur pied, au cours de laquelle il ne s'est pas passé grand-chose.

Le 1^{er} juillet est arrivé, et reparti... Et que s'est-il passé ? Rien. Pas une vague, pas un murmure. Tout au plus nous as-tu communiqué l'assurance que tu avais écrit un courrier bien senti aux acheteurs. Je crois pourtant qu'ils n'ont pas senti grand-chose. Je suis certaine



qu'ils en rigolent encore. Il y a bien eu quelques susucres jetés en pâture aux paysans et aux consommateurs, de faux labels équitables plus vrais que nature, quelques centimes de plus ici et là... On peut se risquer à estimer que le 95 % du lait d'industrie produit en Suisse est toujours payé au même tarif dérisoire qu'avant le mois de juillet, et que pour les producteurs qui ont vu une augmentation, celle-ci leur permettra tout juste d'emmener leur famille au cinéma.

Soyons sérieux ! Est-ce donc cela que la plus grande organisation agricole du pays espérait ? Chère USP, de par ta structure et tes moyens financiers, tu avais les moyens de faire bouger les choses, de réveiller du monde ! Tu as su mobiliser tes troupes en un temps record pour le défilé dans les rues de Berne en novembre 2015, ou pour récolter des signatures pour ton initiative. Et maintenant ?

Tu as accepté de troquer ton initiative pour un contre-projet anémique et potentiellement dangereux, tu as laissé les familles paysannes continuer de s'enfoncer dans un marécage financier sans fond.

Très chère USP, chaque famille paysanne de ce pays te verse des cotisations faramineuses. Par le lait, par les cultures, par le nombre d'hectares cultivés, combien de francs piochés en silence, au bas d'un décompte obscur, quittent notre poche pour atterrir dans la tienne, sans que nous n'ayons véritablement donné notre accord ? Nous paysans sommes en droit d'attendre en retour des résultats concrets, et pas seulement d'alimenter tes comptes en banque ! Devrons-nous débaucher un acheteur de Migros, un vrai requin aux dents longues, pour qu'il fasse le travail à ta place ?

Vanessa Renfer



Définition

Agriculture paysanne

Page 2



Uniterre

Portraits Michelle et Vanessa

Pages 4-5



International

VII^e conférence Via Campesina

Page 7



Débat

Antibio-résistances

Page 8

DÉFINITION

Agriculture paysanne

Uniterre défend une agriculture paysanne. Mais de quoi parle-t-on au juste ?

L'agriculture paysanne est le modèle d'avenir que nous défendons face à l'impasse d'une industrialisation croissante de l'agriculture. Pour certains, l'agriculture paysanne rime avec petite paysannerie, comme le message du Conseil Fédéral sur l'initiative sur la souveraineté alimentaire l'affirme à plusieurs reprises. La taille d'une ferme n'est cependant pas un critère dans la définition de l'agriculture paysanne. Dans le même message, le Conseil Fédéral propose cette définition : « *paysan signifie que l'agriculteur et sa famille accomplissent eux-même une part importante des travaux nécessaires* ». Cette définition n'est pas assez complète. L'initiative sur la souveraineté alimentaire propose d'inscrire le terme « *d'agriculture paysanne rémunératrice et diversifiée* » dans la Constitution. Cette idée sous-entend un ancrage au territoire, une certaine autonomie du système agricole, une économie circulaire et la récupération d'une part de la valeur ajoutée dans les premiers maillons de la chaîne.

Des associations de paysans en France

Créée en 1984, la FADEAR (Fédération des Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural) réunit des paysans et des paysannes pour majorité membres de la Confédération Paysanne, et d'autres acteurs du monde rural dans un objectif de partage de leur expérience et de leurs savoir-faire pour permettre de maintenir et d'installer des paysans et des paysannes nombreux et de faire vivre les valeurs de l'agriculture paysanne.

La charte de l'agriculture paysanne

En 1998, la Charte de l'Agriculture Paysanne a été finalisée par la FADEAR. Elle est issue de plusieurs années de travail entre paysan-ne-s et chercheurs et propose un modèle agricole permettant à des paysans nombreux de vivre de leur métier décentement et de façon durable et de produire pour nourrir leurs concitoyen-ne-s et non de produire pour produire. L'agriculture paysanne s'organise autour de 6 thèmes interdépendants : l'autonomie, la répartition, le travail avec la nature, le développement local, la qualité, la transmissibilité.

- Répartir les volumes de production afin de permettre au plus grand nombre d'accéder au métier et d'en vivre.
- Être solidaires des paysan-ne-s des autres régions d'Europe et du monde.
- Respecter l'environnement en partant du principe : « On n'hérite pas la terre de nos parents, on l'emprunte à nos enfants. »
- Valoriser les ressources abondantes et économiser les ressources rares.

- Rechercher la transparence dans les actes d'achat, de production, de transformation et de vente des produits agricoles.
- Assurer la bonne qualité gustative et sanitaire des produits.
- Viser le maximum d'autonomie dans le fonctionnement des exploitations agricoles.
- Rechercher les partenariats avec d'autres acteurs du monde rural.
- Maintenir la diversité des populations animales élevées et des variétés végétales cultivées.
- Raisonner toujours à long terme et de manière globale.

Diagnostic Agriculture Paysanne

La FADEAR propose également un diagnostic sur la base d'une grille d'analyse des exploitations qui permet de situer chaque ferme par rapport au projet d'agriculture paysanne. Les fermes sont analysées à partir des six thèmes transversaux :

- **L'autonomie** analysée selon trois critères : l'autonomie décisionnelle, l'autonomie économique et financière et l'autonomie technique.
- **La répartition des volumes de production.** Le projet d'agriculture paysanne régle l'accès à la production en fonction de la demande afin de permettre au plus grand nombre d'accéder au marché.
- **Le travail avec la nature.** On y trouve cinq critères : la biodiversité à travers des assolements comportant des espèces aux caractéristiques et exigences agronomiques variées. La gestion de la fertilité par la recherche de modes de culture et d'élevage qui maintiennent voire améliorent la fertilité des sols. La gestion des produits phytosanitaires et vétérinaires dont l'usage doit être raisonné plutôt que basé sur des traitements systématiques. La protection des ressources en eau concerne la gestion en terme de quantité, de mode de prélèvement pour l'irrigation et de conservation de la qualité. La gestion de l'espace et des risques de pollution afin de veiller à la gestion respectueuse des espaces naturels et structures paysagères.
- **La transmissibilité** illustre principalement les dimensions sociales et économiques de l'agriculture. Avoir une ferme transmissible, c'est permettre à quelqu'un de la reprendre, de vivre de son activité, donc de maintenir des paysans nombreux sur l'ensemble du territoire. La transmissibilité des fermes est une condition essentielle pour répondre aux attentes de la société concernant **l'emploi, la qualité des produits, le dynamisme de la vie rurale.** Les éléments à prendre en compte pour faciliter la transmissibilité sont les suivants : la vivabilité dans la ferme, la sécurité vis-à-vis du foncier, l'adaptabilité de la ferme, la viabilité économique de la ferme, la valeur de l'outil à transmettre.

Pour des informations plus détaillées :

www.agriculturepaysanne.org/files/charte-agriculture-paysanne.pdf

• **La qualité des produits.** La qualité des produits est multiple et se décline en différents aspects, qualité sanitaire, qualité chimique, qualité nutritionnelle et qualité gustative. Certaines normes bactériologiques sont aberrantes ou excessives, en tout cas inadaptées à l'agriculture paysanne. **Absence de polluants et d'OGM.** Les OGM ne permettent pas aux paysans d'être autonomes, ne respectent pas la nature et n'ont pas prouvé leur innocuité pour le consommateur. La qualité des produits doit être reconnue et identifiable, tant sur les différents plans évoqués que sur celui des modes de production, car de celle-ci découle la reconnaissance du producteur, sa rémunération et sa satisfaction personnelle. Elle implique également le respect du consommateur à travers la transparence de l'acte de production. La transparence signifie être en mesure d'ouvrir les lieux de production, de transformation et de commercialisation de sa ferme et de son environnement. Elle s'applique à l'ensemble de la filière. Elle va au-delà de la certification ou de la traçabilité des produits.

• **Le développement local et la dynamique territoriale :** L'implication du paysan, de la paysanne dans la vie locale est un gage de dynamique territoriale. Les partenariats dans la production et la commercialisation instaurent une plus grande solidarité entre les différentes catégories socioprofessionnelles et sociales. Ils

permettent de fixer localement la valeur ajoutée. De par la nature même de son activité, l'agriculture est un lieu d'accueil, d'insertion et d'équilibre de la société. Par ailleurs, l'histoire et la culture paysanne sont une source de développement et de mise en valeur du territoire. Si l'agriculture n'est plus la seule activité du monde rural, elle en demeure un moteur essentiel. La disparition de 30 000 à 40 000 emplois par an en agriculture va à l'encontre de la préoccupation principale de la société : le maintien et la création de l'emploi. Contribuer à la création d'emploi, c'est d'abord maintenir des emplois existants par une meilleure répartition des volumes de production.

L'autonomie, la répartition et le travail avec la nature comptent chacun pour 20% alors que la qualité des produits, le développement local et la transmissibilité comptent pour 13% chacun. Grâce à des indicateurs qualitatifs ou quantitatifs mesurables sur une exploitation, l'ensemble constitue une grille globale d'analyse des systèmes de production et permet de les situer par rapport à la démarche vers l'agriculture paysanne. L'objectif de l'évaluation est de réfléchir aux moyens, individuels ou collectifs de progresser, afin de mettre en place une agriculture qui soit dans l'intérêt de toute la société.

Rudi Berli

RÉGIONAL

Salaire minimum accepté à Neuchâtel

Au terme de près de six ans de campagne, de recours et de rebondissements divers, le Tribunal fédéral a finalement rendu une décision définitive. Le canton de Neuchâtel est désormais doté d'un article de loi¹ qui stipule que le salaire horaire brut d'un employé sur le territoire cantonal ne peut pas être inférieur à vingt francs.



L'habituel clivage gauche-droite, autrement dit employés versus patrons, a livré le florilège attendu en pareilles circonstances d'arguments et contre-arguments. Mettre un terme aux salaires indécents, tellement bas qu'ils ne permettent pas de vivre sans avoir recours à l'aide sociale, tel était le slogan principal de ses partisans.

En lisant ces informations, comment se positionner en tant qu'agriculteur-trice ? La réaction facile, première et évidente, est de clamer sur les réseaux sociaux que « Ah, moi j'aimerais bien gagner 20.- de l'heure ! Mais je suis paysan, je n'en suis qu'à la moitié ». C'est une réaction humaine, et pas dénuée de fondement. Après tout, c'est on ne peut plus vrai, les paysannes et paysans suisses gagnent en moyenne 10.- de l'heure, raison pour laquelle il leur est nécessaire d'abattre, en moyenne, septante heures de travail par semaine.

Se lancer pourtant dans une campagne de dénigrement, ce serait un auto-goal fort peu productif. Nous nous battons depuis des années pour que les paysans puissent vivre décentement de leur travail,

NATIONAL

Vous reprendrez bien un peu d'équité ?

...suite « Salaire minimum... »

sans avoir à accumuler les heures, les jobs annexes... Dans un monde parfait, même si le statut d'indépendant nécessite un investissement personnel conséquent, un paysan devrait aussi pouvoir joindre les deux bouts sans accomplir des horaires dignes de l'esclavagisme.

D'aucuns diront que vingt francs par heure, c'est encore insuffisant. C'est vrai que ce n'est pas très lourd, d'autant plus dans le contexte particulier du canton de Neuchâtel, réputé pour son taux d'imposition particulièrement élevé, de même que ses primes d'assurance maladie fort peu digestes et ses prestations pas spécialement attractives. A l'opposé, la nouvelle n'a pas manqué de faire rire nos voisins européens, pour qui un salaire mensuel brut d'environ 3'000.- euros a de quoi faire rêver.

Quoi qu'il en soit, le combat des personnes à faible revenu pour obtenir au moins ce minimum de vingt francs de l'heure se doit de faire écho en nous paysannes et paysans qui nous battons pour les mêmes causes. Les familles paysannes sont depuis longtemps touchées par le phénomène des *working poor*, des personnes qui ont un travail à temps plein mais qui ne suffit pas à assurer le minimum vital pour elles et leur famille. La chance pour un agriculteur, c'est qu'en tant qu'indépendant, il a le droit de travailler à peu près autant d'heures qu'il lui est nécessaire pour s'assurer un revenu suffisant, tandis que l'employé, de quelque domaine d'activité que ce soit, est légalement limité. Mais vous parlez d'une chance ! C'est ce phénomène qui rend invisible la pauvreté dans les campagnes. Le paysan travaille beaucoup (c'est normal) et se contente de peu (c'est encore normal). Vraiment normal ? Si tous les agriculteurs de ce pays étaient limités aux mêmes 40 heures de travail par semaine, je me demande où nous en serions !

Si le Tribunal fédéral a fini par reconnaître que l'on pouvait légalement imposer le versement d'un salaire horaire minimum aux employés du canton de Neuchâtel, cela ne fait que légitimer les revendications paysannes. Ce n'est pas l'enrichissement matériel qui est demandé, mais simplement une rétribution en accord avec les prestations fournies, similaires au revenu moyen de la région où vit le paysan, et adaptée à l'époque que l'on vit. La sous-enchère n'a jamais été un critère positif dans l'évolution d'une société, il est temps de briser ce cercle vicieux.

Vanessa Renfer

1. Cette nouvelle loi n'est toutefois pas applicable aux employés agricoles et viticoles, car elle est absolument irréalisable pour bon nombre de paysans. Toutefois, cela ne fait que légitimer d'autant plus le combat pour une rémunération équitable des producteurs, qui pourront à leur tour offrir de meilleures conditions de travail à leurs ouvriers.

Si vous avez ouvert ne serait-ce qu'un seul journal ces dernières semaines, vous n'avez sans doute pas pu y échapper. Le terme « équitable » est partout. Il est particulièrement bien présent dans la bouche des porte-paroles de grandes firmes qui veulent donner une image positive et valorisante à leur employeur.

Nous connaissons tous le commerce équitable, avec les Magasins du Monde (en allemand : Weltläden) ou Max Havelaar, qui ont pour objectif d'offrir des conditions de vie décentes aux paysans-producteurs des quatre coins du globe. Il a fallu cependant bien des années pour que des voix s'élèvent et démontrent que la paysannerie suisse aurait bien besoin d'un peu plus d'équité elle aussi. Nous aurons néanmoins vite fait de remarquer que c'est un excellent argument publicitaire. Deux petits malins en Suisse l'ont très bien compris, sans faire tellement d'efforts.

Migros tout d'abord, qui dans une interview proclame que « tout son assortiment de lait peut être qualifié d'équitable, car le prix versé aux producteurs est le plus élevé de tout le pays ». Soit. Drôle de calcul quand même. Payer plus que d'autres ne signifie absolument pas que ce prix est correct. On en est même très loin. Ensuite, nous avons le petit nouveau Aldi, qui surfe sur la vague de sympathie à l'égard des

paysans et sort, en collaboration avec Crema, un lait équitable. Il fallait être bien assis en découvrant ce qui se cache derrière ce nouveau label. D'abord, une exigence supplémentaire vient peser sur les agriculteurs : le programme SRPA, obligatoire, est même carrément doublé pour atteindre 26 sorties mensuelles. Si le producteur possède une stabulation libre, à la rigueur, pas de problème. Mais s'il n'a pas eu l'opportunité de construire une écurie plus moderne, le voilà contraint d'utiliser une partie de son samedi pour sortir ses vaches, sans quoi il n'arrivera pas à son quota. Merci Aldi de quand même laisser le paysan se reposer le dimanche... Mais surtout, n'allons évidemment pas croire qu'ils font tout ça pour la beauté du geste ! S'ils augmentent effectivement le prix versé aux producteurs d'une vingtaine de centimes en moyenne, c'est bien 35 centimes de plus que les consommateurs devront déboursier pour obtenir ce lait. Et voilà comment on gagne un peu plus tout

en se donnant bonne conscience. Mais Aldi nous rétorquera sans doute que c'est pour le marketing et les frais divers...

On peut donc légitimement se demander : Qui se fait le plus arnaquer dans l'histoire ? Le paysan qui bosse un peu plus pour ces 20 centimes supplémentaires, alors que le prix final est de toute façon très loin de suffire pour vivre de la production laitière ? Ou le consommateur qui croit bien faire mais participe surtout à engraisser encore un peu plus des distributeurs qui ne sont pourtant vraiment pas à plaindre ?

A Uniterre, nous pensons que Migros et Aldi ont besoin d'un petit cours de rattrapage de français : « *Equité : Caractère de ce qui est fait avec justice et impartialité ; l'équité d'un partage* ». Il est certain en tout cas que pour le moment, ces deux gammes de produits en sont dépourvues. L'équité, voyez-vous, se mérite. Les paysans ont rempli leur contrat. Chers distributeurs, c'est votre tour !

Vanessa Renfer

Sous le signe du renouveau et de la souveraineté alimentaire

Le 23 août 2017, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire s'est réunie en assemblée générale à la Casa d'Italia à Berne. Les points abordés étaient la réélection du comité, la situation financière précaire et le contre-projet à l'initiative pour la sécurité alimentaire.



www.souverainete-alimentaire.ch

Tous les participant-e-s se sont réjouis de l'arrivée de nouveaux membres au comité. Sous les applaudissements ont été élus : François Meylan, nouveau coordinateur pour la Romandie à titre bénévole ; Alice Froideveaux, chargée actuellement de la conception du site Web ; Luigi d'Andrea, co-responsable de la communication avec Valentina Hemmeler-Maïga et Christine Hürlimann. Coline Choquet, ancienne coordinatrice pour la Romandie, continue de s'impliquer avec beaucoup d'entrain au sein du comité et au-delà. Pierre-André Tombez a été élu président, il a dirigé l'assemblée d'une main de maître. Après un congé de courte durée, Ulrike Minkner a rejoint nos rangs et reprend son poste de vice-présidente de l'Alliance. Christine Schilter reste caissière, mais elle s'est retirée du comité. Nous la remercions pour son travail et ses observations attentives. Nous allons tenir compte de ses critiques du fonctionnement de l'Alliance et les intégrer dans le travail

à venir. Nous nous réjouissons d'une collaboration constructive et fructueuse.

Pour rappel, le comité n'est pas une commission fermée, toute personne motivée à participer est la bienvenue et peut contacter l'Alliance pour la souveraineté alimentaire à tout moment.

La lutte paysanne

Avec le NON au contre-projet à l'initiative pour la sécurité alimentaire, l'Alliance a donné un signe clair. Un signe important, car le contre-projet est un « susucre empoisonné ». Il comporte deux points (alinéas c et d) très dangereux, puisque sujets à interprétations contradictoires. Dans le communiqué de presse publié le lendemain, nous avons pris position contre la poursuite du libre-marché et la libéralisation :

(...) *un modèle économique qui n'a, depuis des décennies, provoqué que baisses des prix, impacts socio-environnementaux catastrophiques et disparition de l'agriculture paysanne. Pierre-André Tombez, président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, rappelle instamment : « plus de marché est incompatible avec plus de durabilité ».*

Prêts à foncer ?

Nous souhaitons une plus grande participation à la campagne. Nous avons plus d'un projet concret en réserve et nous avons besoin de vos connaissances, vos compétences et votre engagement. Nous avons besoin de temps, de ressources financières, d'idées et d'enthousiasme. C'est pourquoi l'Alliance organise une journée de campagne le **30 septembre** et vous y êtes cordialement invité-e-s. Nous voulons planifier, développer des stratégies réalistes pour la communication, le financement, l'évènementiel, les actions, etc. Certaines idées sont déjà mûres, certains projets sont en cours. Ainsi, un court-métrage et un documentaire sont en cours de réalisation, une caravane avec des expositions est à l'état de planification, une action de crowdfunding est en préparation, les nouvelles affiches sont imprimées et notre nouveau site internet sera prochainement en ligne.

Donc, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire compte sur vous. Nous ne pourrions que gagner (ou perdre) ensemble, mais ensemble, c'est beaucoup plus amusant !

Ulrike Minkner

Portrait de Michelle Zufferey et Vanessa Renfer

Interview croisée entre les deux nouvelles secrétaires d'Uniterre, celles qui dorénavant défendront votre vision de l'agriculture.



Vanessa : Quel est ton lien avec le monde agricole ?

Michelle : Je viens du Valais. Certains de mes oncles étaient agriculteurs, vigneron, arboriculteurs, apiculteurs, passionnés de la race d'Hérens et comme enfant, je passais les étés au mayen ou chez mon parrain.

Le lien avec l'agriculture passe aussi par les produits : le beurre d'alpage, les tomates, la viande séchée, les asperges, les abricots... On se réjouissait chaque saison de retrouver les produits, dont on connaissait la provenance et qui étaient bien évidemment les meilleurs du monde !

Le lien avec l'agriculture n'est pas que suisse, en effet j'ai travaillé longtemps pour le commerce équitable et ensuite pour Max Havelaar avec des communautés paysannes d'Amérique centrale et du sud. J'ai été témoin de la détérioration de la situation des paysans au fil des traités de libre-échange...

Michelle : Et toi, Vanessa, où as-tu grandi ?

Vanessa : Je suis née dans la banlieue de Lausanne et j'y ai vécu jusqu'à l'âge de 26 ans. Une vie parfaitement citadine, un père mécanicien parti bien trop vite et une mère employée de commerce. Mais j'étais tellement plus à l'aise en pleine nature, et il a suffi d'un séjour dans la ferme d'un couple d'amis pour que ma décision soit prise, à 12 ans : un jour, j'épouserai un paysan ! Ce n'est pas tous les jours qu'on a la chance de réaliser son rêve.

Aujourd'hui je travaille avec mon ami sur l'exploitation de sa famille, tout en élevant nos 4 enfants. Nous venons d'arrêter la production laitière pour passer aux vaches mères, et nous faisons aussi de l'avancement de poussins, et un peu de viticulture. La vente directe se développe.

Parallèlement, je suis au comité des paysannes neuchâteloises, et depuis le

début de l'année, je suis également conseillère communale (= municipale) dans mon village.

Vanessa : Comment as-tu connu Uniterre ?

Michelle : Lorsque je travaillais à Swissaid, nous avons eu des réunions entre les ONG romandes et Uniterre sur le thème de l'agriculture. C'est Gérard Vuffray qui venait à ces réunions. Uniterre, avec raison, voulait sensibiliser les ONG de développement sur l'agriculture suisse. C'est vrai qu'à l'époque les ONG ne faisaient pas vraiment le lien et en fait on pensait que l'agriculture suisse allait plutôt bien.

A StopOGM, j'ai côtoyé Fernand Cuhe et Gérard. Puis à Agridea, j'ai travaillé avec Valentina. Enfin mon lien avec Uniterre ne date pas d'hier !

Michelle : D'où te vient ton engagement pour Uniterre ? Et tes capacités d'écriture ?

Vanessa : Bonne question ! Quand j'ai connu mon ami, il m'a parlé des blocages au début des années 2000 avec les tracteurs devant la centrale Migros, et de son passage au tribunal pour une amende symbolique. Par la suite, il y a eu la grève du lait en 2009 et j'ai été vraiment fière de participer au mouvement général. Je m'y suis sentie juste bien, au milieu des bonnes personnes. Il m'a ensuite fallu quelques années de patience, le temps que les enfants grandissent un peu, pour pouvoir donner ma pleine mesure. Aujourd'hui, je découvre une activité vraiment passionnante, et qui me pousse à prendre contact chaque jour avec de nouvelles personnes. Je ne pensais pas le dire un jour, mais sortir de sa zone de confort, c'est très enrichissant.

De façon plus générale, j'ai toujours éprouvé un intérêt certain pour la politique, les votations, le civisme. Nous avons en Suisse un système qu'on peut

qualifier de lent, de complexe, mais où nous avons la possibilité d'exprimer nos idéaux. Ne pas l'utiliser, c'est du gâchis. Même si parfois, je me dis que ma vie serait plus simple si je fermais les yeux.

L'écriture, cela me vient en partie de ma scolarité faite dans une section littéraire (latin-anglais) jusqu'à la maturité fédérale. Forcément, on y développe certaines capacités. Mais surtout, je lis énormément. Je devore. Et quand on aime écrire, tout est plus facile. Quand on apprend que ses textes plaisent et correspondent aux attentes, on est d'autant plus motivé. Par contre, je découvre qu'écrire, et tout spécialement pour Uniterre, me rend très visible, et c'est aussi quelque chose qu'il faut apprendre à gérer.

Vanessa : Pourquoi as-tu décidé de postuler à Uniterre ?

Michelle : Durant les 15 années à Agridea, j'ai pu constater combien les familles paysannes étaient inventives et créatives pour se diversifier, pour maintenir leur exploitation. Cela au prix d'un immense travail et d'un cumul de plusieurs métiers : paysan-ne, fromager/ère ou boucher/ère, commerçant-e, comptable, etc.

Et durant ces années, j'ai suivi le travail d'Uniterre en gardant le contact avec Valentina et Nicolas. Je pense qu'Uniterre, par son indépendance, joue un rôle-clé dans le paysage suisse : précurseur et pionnier, critique éclairé et compétent, enraciné et visionnaire. En fait, j'ai souvent dit que j'aimerais travailler à Uniterre !

Et puis il me semble que la souveraineté alimentaire détient un immense potentiel : celui de créer un large et réel débat sur ce que pourrait/devoir être l'agriculture de demain.

Michelle : Quel est ton souhait pour les familles paysannes ?

Vanessa : Que toutes les petites initiatives qu'on voit fleurir ici et là prennent tellement d'importance qu'elles finissent par retourner complètement la situation et rendent les industries agro-alimentaires complètement obsolètes. Et que l'agriculture reprenne la place qu'elle mérite dans la grande pyramide des besoins humains.

Vanessa : Qu'est-ce que tu as envie d'accomplir ?

Michelle : Je veux contribuer, avec mes collègues, au renforcement de l'association, c'est-à-dire d'une part, répondre au mieux aux attentes des membres actuels, approcher les jeunes actifs dans l'agriculture et des consommatrices et consommateurs. Je voudrais

qu'Uniterre soit une association portée par ses membres.

Michelle : Que veux-tu réaliser au sein d'Uniterre ?

Vanessa : Je voudrais aider à faire briller à nouveau l'étincelle qui pousse les paysans à sortir de chez eux pour défendre leurs droits. Je voudrais que ce que j'écris soit suffisamment motivant pour qu'ils se disent : « Tiens, si on allait écouter ce qui se dit à cette assemblée, ils ont de bonnes idées ».

Vanessa : En ce qui concerne l'agriculture, quel est actuellement ton plus gros coup de gueule ?

Michelle : En fait c'est un coup de gueule permanent contre un pragmatisme dominant qui fait croire que « ma

Sans eux ... U ce qu'il est...

Tout d'abord, j'aimerais commencer avec Berthe et Vanessa car pour un ancien de voir que des personnes de cette

Mais je devrais presque dire normal chez nous faisons un petit retour en arrière avec l'ancien j'ai connu : alors d'abord Gérard Vuffray – des communicateurs, chercheurs et surtout important à la création du mouvement EMB de la Via Campesina ; mais aussi des personnes de la souveraineté alimentaire... Merci à Fernand et toutes mes pensées émues pour

Quand ces deux-là ont arrêté leur travail, ils avaient déjà une idée très claire de leurs idées. Valentina et Nicolas ! Qui avaient postulé et qui avaient déjà estampillés « Uniterre »... Bref, l'ancien a mené : approbation du comité et c'était fait. Ce fut de travailler avec eux ! Un engagement de changer la société et d'améliorer la vie des paysans, ils avaient l'ADN d'Uniterre dans le cœur de bonne humeur et avec une vision positive. Des idées qui fourmillaient jours et nuits dans la presse qui s'écrivaient au coup de cœur mais aussi toujours un raisonnement d'avance (mais le plus souvent possible des « oui... ») et une rapidité de travail totalement hors du commun. Direz « que d'éloges ! » mais c'est ce que j'ai long de notre collaboration.

En 10 ans, ils ont mené de sacrés

- une campagne pour des prix rémunérateurs de lait aux producteurs)
- une grève du lait et une révolte paysanne
- la mise en place du mouvement Souveraineté alimentaire en Suisse et en Europe
- la création d'EMB (European Milk Producers' Association) en Europe



Aller aider sur les fermes pour pouvoir s'engager... Lancement de la BRIGADE PAYSANNE !

A partir de ce mois-ci, on vous propose un concept que nous avons piqué notamment à la Belgique : la Brigade paysanne !

Mais qu'est-ce que c'est ??

Il s'agit d'un réseau d'aide aux paysans afin de pouvoir libérer du temps pour s'engager.

L'idée : un paysan aimerait participer à une réunion, à une action et donc va devoir s'absenter de la ferme. Afin de compenser le temps d'absence, il fait appel à une aide ponctuelle. Mais attention, il ne s'agit pas forcément d'avoir quelqu'un qui le remplace quand il doit s'absenter (ce qui n'est vraiment pas évident à gérer !) mais plutôt une aide qui se fait de façon différée pour compenser une absence.

Il peut aussi s'agir d'une aide pour garder les enfants ou aider à faire la cuisine, et ainsi vous permettre d'aller à une réunion.

ATTENTION : il s'agit bien de compenser une absence liée à un déplacement dans le cadre de réunions militantes, politiques et non une surcharge de travail.

Pourquoi cette idée ?

Tout d'abord l'agriculture va mal et elle doit être défendue !

Puis, on se rend compte que les paysans peuvent avoir des difficultés à s'engager politiquement, syndicalement, etc. Ce n'est pas l'envie qui manque mais le temps et la possibilité de s'organiser : aujourd'hui, beaucoup de paysan-ne-s sont seul-e-s sur leur ferme et ne peuvent se permettre de partir une demi-journée voire 1 journée, parfois même quelques heures pour assister à une réunion, à un débat ; pour s'engager dans des actions de luttes paysannes, etc.

Comment cela va-t-il fonctionner ?

Une page dédiée « brigade paysanne » a été créée sur notre site internet.

www.uniterre.ch/brigade

Deux possibilités :

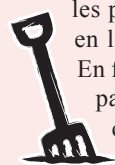
1. Vous souhaitez **faire une demande d'aide**, c'est très simple : vous envoyez un mail à brigade@uniterre.ch en indiquant les informations suivantes : votre nom, lieu, le jour, le nombre d'heures d'entraide souhaité, pour quel travail/tâche, le motif de l'absence, votre contact et si vous avez des remarques.



Votre annonce sera ensuite mise en ligne sur la page dédiée.

Il vous est également possible de faire une demande pour plusieurs fois : par ex, vous savez que vous aller devoir vous absenter 4 demi-journées par an car vous êtes membre d'un comité. Vous pouvez dans ce cas faire une demande d'entraide sur 4 demi-journées réparties dans l'année.

2. Vous souhaitez **devenir « brigadiste »** et aller aider ponctuellement les paysans sur leur ferme, un formulaire d'inscription est disponible en ligne sur la page dédiée.



En fonction du lieu de la demande, la personne en charge de la brigade paysanne à Uniterre transmet la demande aux brigadistes inscrits, qui sont dans le même périmètre. Puis, c'est au(x) brigadiste(s) intéressé-e(s) de contacter directement le paysan.

Y a-t-il des conditions pour être brigadiste ?

De la motivation, de la bonne humeur et l'envie d'aider !

Alors, n'attendez plus : EMBRIGADEZ-VOUS !!
www.uniterre.ch/brigade

initiatives qui démontrent qu'autrement c'est (aussi) possible !

Michelle : Que devrait-on changer en priorité ?

Vanessa : La confiance des paysans dans leur propre valeur. Nous l'oublions, à force de travailler, de faire des choses pas toujours très gratifiantes, et avec la misère qui est versée pour notre travail. Mais nous devrions être les rois du pétrole, puisqu'entre nos mains sont concentrés les terres, le savoir-faire et la passion. Prendre pleinement conscience de cela permet de s'ouvrir toutes les portes, faire tomber les barrières et reprendre la main sur un système qui nous a totalement échappé.

Vanessa : et ton plus beau coup de cœur ?

Michelle : Le rapprochement producteurs – consommateurs. Toutes les

Uniterre n'aurait pas été MERCI !

...er par féliciter la nouvelle équipe du secrétariat d'Uniterre : Michelle, en président d'Uniterre, c'est vraiment un plaisir et une joie sans pareil de qualité accompagnent notre mouvement.

...ez nous ! Car, si nous es personnages que y et Fernand Cuhe out des participants uropéen et Mondial nières réflexions sur mand d'être encore à our Gérard...

Et en apothéose, la campagne de la récolte des signatures pour l'initiative de la Souveraineté Alimentaire !!

Les familles paysannes membres ou

non d'Uniterre ne peuvent que remercier le travail et la vision de Valentina et Nicolas pour essayer de ralentir les méfaits de nos politiques ainsi que les tergiversations des employés de l'USP beaucoup trop bien payés...

Valentina et Nicolas nous ont encore une fois montré que le travail syndical va bien au delà du simple « boulot alimentaire », c'est un travail que l'on fait par passion, par convictions !

Voilà pour moi comme ancien président, je ne peux que dire **Merci Merci Merci** à cette superbe Team et au plaisir de vous recroiser comme membres lors d'une prochaine action Uniterre.

Par la même occasion, je tiens à remercier toutes les autres personnes qui ont œuvrées au secrétariat d'Uniterre : Valérie, Sylvie, Anne, Eline, etc (mes excuses à ceux que j'ai oubliés) mais aussi tous ceux qui y œuvrent toujours et, pour certains, depuis de nombreuses années : Claude, Mireille, Ulrike, Mathias et Rudi. Rudi qui vit et avance avec Uniterre hier, aujourd'hui et demain !

Alors un grand Merci à vous tous !

Pierre André Tombez



anne

veraineté Alimen-

Board) en Suisse et

INTERNATIONAL

Retour sur la VII^e conférence internationale de la Via Campesina

« Nous nourrissons nos peuples et construisons le mouvement pour changer le monde » : une expérience inoubliable... Récits de Berthe et Joël, délégués d'Uniterre.

Le samedi 15 juillet, me voilà partie avec mon gros sac à dos à Derio, à côté de Bilbao, au Pays Basque ou « Euskal Herria » - en Basque justement ! - pour ma 1^{ère} conférence internationale de la Via Campesina. Etant « jeune » et « femme », j'ai tout d'abord participé à l'assemblée des jeunes qui a eu lieu les 16 et 17 juillet et à l'assemblée des femmes qui s'est enchaînée : 17 et 18 juillet pour donner suite à 5 jours de conférence !

Bref, au total, 9 jours de conférence, autant vous dire que j'ai fini sur les rotules ☹ ! Mais ça en valait la peine... J'ai décidé de surtout vous faire partager mon ressenti, ce que mes tripes, mon cœur ont exprimé pendant cette semaine... Les déclarations, le contenu qui en est ressorti - j'y reviendrai un peu après ainsi que mon

collègue Joël qui était là aussi - et vous pouvez le trouver sur le site de la Via Campesina.

Les émotions étaient au plus haut pendant toute cette semaine : je passais des larmes de joie provoquées par les sensations de lutte commune, d'inconscient collectif, où on se rend compte que partout sur cette planète, on rencontre les mêmes problèmes pour lesquels on se bat, ces moments où nous chantions tous ensemble un « Aleerta »... aux larmes de tristesse quand des collègues d'Amérique Latine nous racontaient la répression sanglante qu'ils vivent là-bas : les assassinats de paysans militants sont courants... les emprisonnements, les menaces... Ou encore cette jeune femme sud-coréenne qui a témoigné en plénière de l'assassinat de son père par un policier alors qu'il était JUSTE entrain de manifester pour ses droits dans la rue... Même certains interprètes ont eu du mal à continuer la traduction tellement l'émotion était forte...



plus facile en ville, mais pour quelques bonheurs nouveaux auxquels ils ont eu réellement accès, combien de cauchemars ils doivent maintenant affronter, divisés, parce que ces bonheurs et ces cauchemars se vivent seuls ! A partir de là, pour reconstruire une action collective, il faut sortir de ces rôles de producteurs et consommateurs individuels dans lesquels nous sommes cantonnés, créer des alliances locales avec des organisations urbaines, des associations de quartier, des communautés villageoises pour construire ensemble la souveraineté alimentaire.

Changer le monde ! Le slogan de la 7^e conférence internationale de la Via Campesina ne laisse aucune ambiguïté sur le sens de notre regroupement. Nous nous unissons pour défendre nos droits paysans, nous résistons aux attaques de l'agrobusiness, en cela nous cherchons à survivre, mais au-delà de cette résistance, nous nous organisons pour une transformation qui change globalement le mode d'être ensemble de l'espèce humaine.

Pour cela, nous cherchons des alliés, nous cherchons à amener la préoccupation pour la souveraineté alimentaire à se développer dans les autres secteurs de la société, qui ne sont liés à la filière alimentaire que par son extrémité finale, les mangeurs. Et pourquoi les mangeurs ne pourraient-ils pas façonner le monde dans lequel ils vivent, vu qu'ils forment le 100% de la population ? De plus, il n'y a pas si longtemps, eux-mêmes ou leurs parents étaient encore paysans. Un mirage leur a fait penser que la vie serait

collègue Joël qui était là aussi - et vous pouvez le trouver sur le site de la Via Campesina.

maintenant affronter, divisés, parce que ces bonheurs et ces cauchemars se vivent seuls ! A partir de là, pour reconstruire une action collective, il faut sortir de ces rôles de producteurs et consommateurs individuels dans lesquels nous sommes cantonnés, créer des alliances locales avec des organisations urbaines, des associations de quartier, des communautés villageoises pour construire ensemble la souveraineté alimentaire.

Ici, dans nos régions très urbanisées du nord, nous devons donc trouver des formules pour donner plus d'ampleur à ce que les anglophones appellent « agriculture soutenue par la communauté », et que nous pourrions, en faisant un pas supplémentaire vers une disparition de la division entre producteurs et consommateurs renommer « agriculture organisée par la communauté ».

Dans de nombreuses régions rurales des pays du sud, la souveraineté alimentaire est mise en pratique dans le cadre de territoires populaires, notamment

En comptant les bénévoles, nous étions bien 600 personnes, de plus de 70 pays, lors des 5 jours de conférence. Essayez d'imaginer ! J'en ai le tournis rien qu'en y repensant. La conférence a fini en beauté avec une marche dans Bilbao le dimanche. Puis le lundi, des visites de fermes étaient organisées. C'était le moment de se dire au revoir... Mamma mia, autant vous dire qu'après cette semaine de très belles rencontres des 4 coins du monde, d'euphorie collective, les « au revoir » n'ont pas été faciles pour beaucoup... moi la première. Beaucoup m'ont dit en rentrant « ces rencontres remotivent beaucoup pour continuer la lutte », ce à quoi j'ai répondu que je n'avais pas encore eu le temps de me démotiver depuis ma prise de poste à Uniterre il y a 6 mois, mais que là, cela m'avait donné encore plus d'énergie pour avancer ! Ce que j'ai retenu de cette rencontre, c'est la belle énergie, la solidarité, l'ouverture et le respect entre tous, que l'on soit de cultures différentes, hommes, femmes, jeunes, etc : le beau côté de l'être humain...

Quelques extraits de la déclaration finale de la conférence qui m'ont parti-

en Inde et en Amérique Latine, mais là-bas aussi, sans une alliance avec les populations urbaines, ces espaces ne pourront pas opposer de vraie résistance au rouleau compresseur de l'exploitation industrielle des terres et des êtres vivants qui y habitent.

Accompagnant cette construction par en bas, nos organisations travaillent à inscrire les principes de la souveraineté alimentaire au niveau étatique : au Népal, elle a été inscrite dans la constitution, et elle pourrait l'être l'année prochaine en Suisse.

La Via Campesina se donne aussi comme mission d'aider à construire, avec son expérience, une internationale des mouvements populaires.

Parallèlement à ces alliances nécessaires à d'autres secteurs de la société avec lesquels construire ce mouvement, la Via Campesina continue son extension géographique. Des organisations paysannes partageant nos valeurs nous ont rejoint ou sont sur le point de le faire : une organisation palestinienne, une organisation marocaine et une autre de Tunisie ont été accueillies à Derio, posant les bases d'une nouvelle région Nord de l'Afrique et Moyen-Orient, s'ajoutant aux 9 régions structurant le



culièrement touchée : « L'agroécologie paysanne est le fondement de notre proposition et de notre vision de la souveraineté alimentaire des peuples du monde. Pour cela, nous devons nous battre pour une réforme agraire intégrale et populaire, pour la défense des territoires autochtones et paysans et pour la restauration de systèmes alimentaires locaux.

En plus de renforcer et de développer nos marchés paysans locaux, nous devons construire de nouvelles relations entre les travailleur-se-s des campagnes et des villes, de nouveaux canaux de distribution et de vente ainsi qu'un nouveau modèle de relations humaines, économiques et sociales, fondées sur le respect, la solidarité et l'éthique. (...)

Il est temps de construire un monde plus fraternel, fondé sur la solidarité entre les peuples. »

Berthe Darras

<http://viacampesina.org/fr>

travail de la Via Campesina. Par ailleurs, une organisation australienne a rejoint la région Asie du Sud-Est et de l'Est. Pour ce qui est de l'Europe, plusieurs organisations des pays de l'Est, fortement touchées par l'accaparement des terres, étaient présentes à la 7^e conférence, et c'est une des priorités de notre région d'accompagner les mouvements paysans dans ces pays jusqu'à aujourd'hui quasi absents de la Via Campesina.

Nous nous sommes engagés à continuer, en retournant dans nos régions, à lutter localement pour la souveraineté alimentaire et contre les politiques libérales, pour un mouvement paysan libéré de ses pratiques patriarcales et soutenant ses jeunes, contre l'accaparement des terres, pour nos semences paysannes, contre l'agrobusiness et les agrotoxiques, à construire nos modèles paysans agroécologiques, seuls à mêmes d'enrayer le changement climatique, et à exprimer notre solidarité pour les peuples en lutte, en envoyant rapidement lorsque la situation l'exige des représentants de nos organisations sur le terrain.

Joël Mutzenberg, Semences de Pays

DÉBAT

Antibiorésistance : l'agriculture a un défi à relever

La découverte de l'antibiotique représente l'une des réalisations les plus extraordinaires de la médecine. Grâce à elle, on peut guérir des maladies autrefois mortelles. Mais son utilisation provoque également des résistances. Ceci est vrai pour la médecine humaine et vétérinaire. La mise en œuvre de la StAR, la Stratégie nationale Antibiorésistance, a commencé en 2016.

Les bactéries qui développent la capacité de survivre à un traitement aux antibiotiques ont l'avantage, elles se multiplient, tandis que les autres meurent. Cette sélection produit un nombre croissant de bactéries résistantes. Pour leur part, les antibiotiques sont répartis en différentes classes en fonction de leur façon d'agir. Ainsi, lorsqu'un antibiotique n'est plus efficace, il est possible d'utiliser un médicament d'une autre classe. Cependant, aucune nouvelle classe d'antibiotiques n'a été découverte depuis 30 ans. Il est d'autant plus important de sauvegarder l'efficacité des médicaments existants. Les antibiotiques les plus récents doivent être utilisés de façon particulièrement restrictive, afin de ne pas perdre de leur efficacité (les antibiotiques dits de réserve). L'utilisation excessive et parfois inappropriée d'antibiotique au cours des dernières années et décennies a conduit au développement de souches bactériennes résistantes contre tous ou quasiment tous les antibiotiques.

En Europe, le nombre de décès lié à une infection de bactéries résistantes est estimé à 25 000. Dans ce contexte, le Conseil fédéral et tous les Offices fédéraux compétents ont été impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie Antibiorésistance Suisse (StAR), avec l'objectif de maintenir l'efficacité des antibiotiques dans la médecine humaine et vétérinaire. La santé humaine, la santé animale et la santé environnementale sont trois éléments étroitement liés qui s'influencent mutuellement. L'approche One Health favorise la coopération de ces différents domaines afin de préserver la santé de tous.

Les mesures de la stratégie sont réparties en huit domaines d'action

• **Surveillance :** La distribution et l'utilisation d'antibiotiques, ainsi que les occurrences de résistances doivent faire l'objet d'une surveillance systématique. Cette démarche permet aussi d'évaluer le succès des mesures mises en œuvre.

• **Prévention :** Lorsque l'on n'utilise pas d'antibiotiques, il ne peut y avoir des résistances. Ce domaine d'action vise à réduire les infections en améliorant l'hygiène et la gestion dans la médecine humaine ; dans l'élevage, des mesures comme l'amélioration de l'hygiène, l'optimisation des conditions de détention et la mise au point de traitements alternatifs comme les

vaccinations permettent également de limiter l'emploi d'antibiotiques.

• **Utilisation rationnelle des antibiotiques :** L'utilisation d'antibiotiques ne peut être évitée complètement. Cependant, lorsqu'elle devient nécessaire, il faut utiliser le médicament le plus efficace selon l'état des connaissances actuelles. Des directives précises et strictes concernant la remise et l'administration des antibiotiques critiques seront introduites, afin de préserver leur efficacité.

• **Lutte contre la résistance :** Les résistances doivent être identifiées rapidement pour empêcher leur propagation.

• **Recherche et développement :** Il existe des lacunes en matière de connaissances concernant l'apparition et la propagation des résistances. La recherche et le développement dans ce domaine, ainsi que les nouvelles découvertes en matière de diagnostic ou de substances antimicrobiennes sont soutenus.

• **Coopération :** La coopération à l'échelle politique, scientifique et économique, ainsi qu'entre les domaines de la médecine humaine et vétérinaire, l'agriculture et l'environnement sera encouragée selon l'approche One Health.

• **Information et formation :** La connaissance sur les antibiorésistances et leur prévention au sein de la population et des professionnels seront améliorées.

• **Conditions générales :** Il s'agit d'éviter la création de mécanismes du marché ou d'incitatifs économiques qui vont à l'encontre de cette stratégie.¹

En œuvre depuis 2016

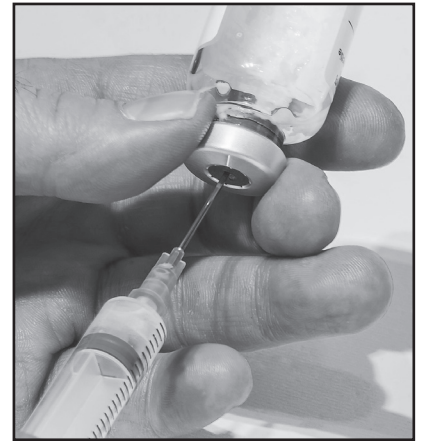
La StAR a été approuvée par le Conseil fédéral en 2015, elle est mise en œuvre depuis 2016. Les productrices et producteurs ont pu constater quelques conséquences de cette mise en œuvre, en particulier l'interdiction de la remise d'antibiotiques de prophylaxie (protection de la mamelle) ou à titre de stocks. Bien que ces mesures ne soient pas toujours faciles à mettre en œuvre, elles sont importantes à long terme. Parallèlement, des projets de recherche en cours vont démontrer qu'une amélioration des conditions de détention et des mesures de prophylaxie peuvent contribuer à une réduction de l'utilisation d'antibiotiques. L'utilité de ces mesures peut sembler évidente à certains, mais ces travaux de recherche sont tout de même importants, puisqu'ils serviront de base d'argumentation pour une amélioration des conditions de détention.

Vigilance de mise

Dans la théorie, le programme de la StAR est excellent, mais il faut rester vigilant. En particulier dans le domaine des incitatifs économiques, le potentiel d'amélioration reste important. Au cours des dernières années, certains antibiotiques ont disparu du marché ; leur homologation étant échue, les entreprises pharmaceutiques ne voulaient pas supporter les frais importants d'un renouvellement de l'homologation. En revanche, certains nouveaux médicaments apparaissent sur le marché. Ils contiennent des antibiotiques de réserve et sont vendus à prix attractif. Ce développement contribue uniquement à l'augmentation des bénéfices des entreprises, il est en contradiction frappante avec le concept d'une utilisation prudente. S'il est plus facile d'utiliser des antibiotiques de réserve, le risque est grand que leur utilisation devienne courante.

La prophylaxie connaît également différents approches. Réduire l'utilisation d'antibiotiques pour améliorer la santé des animaux est une bonne alternative. Toutefois, de certains pays nordiques nous arrivent aussi des exemples moins bons : en réduisant l'introduction de germes par une plus grande industrialisation de l'élevage et une isolation des troupeaux de l'environnement, comme nous le connaissons déjà partiellement pour l'élevage de porc en Suisse. Un développement dans cette direction peut être judicieux dans le cadre de la problématique des antibiorésistances, mais il n'apportera certainement aucune amélioration pour le bien-être des animaux.

L'approche globale de la StAR est essentielle et reflète le constat que cette problématique n'est pas uniquement la faute des producteurs et des



vétérinaires. La production animale tellement intensive qu'elle ne peut se passer d'antibiotiques n'est pas la seule responsable ; les phénomènes d'antibiorésistance résultent également de l'utilisation inconsidérée dans la médecine humaine. Ces problèmes sont causés par toute la population et doivent être traités dans ce sens. Dans la mise en œuvre, il faut aller plus loin que gronder ceux qui utilisent des antibiotiques. Les entreprises pharmaceutiques et les distributeurs doivent également rendre des comptes. Lorsqu'il s'agira de rédiger les directives sur l'utilisation d'antibiotiques importants, il faudra également établir des règles sur la production et la commercialisation de ces médicaments.

Lara Moser est membre d'Uniterre, elle travaille en tant qu'assistante clinique au Département pour la médecine vétérinaire clinique à la Clinique des ruminants de l'Université de Berne.

1: <https://www.bag.admin.ch/dam/bag/de/dokumente/mt/star/strategie-star.pdf.download.pdf/strategie-antibiotikaresistenzen-ch.pdf>

À LIRE

A propos des oeufs contaminés en provenance des Pays-Bas

communiqué de presse Uniterre
11 août 2017

« La production de masse et l'industrie agro-alimentaire viennent de fournir une fois de plus la preuve qu'elles sont totalement incompetentes... »

...lire la suite sur notre site :

www.uniterre.ch

UNITERRE

Lettre à IP-Suisse

Au sujet de la campagne publicitaire de Denner

Lausanne, le 26 juillet 2017

Campagne de publicité Denner

Madame, Monsieur,

Ces dernières semaines, le terme équitable est abondamment utilisé dans les médias lorsqu'il s'agit de production agricole. C'est ainsi que nous avons découvert une affiche publiée conjointement par Denner et IP Suisse concernant une nouvelle gamme de produits. Le slogan «Équitable pour les paysans» y figure en bonne place.

Cela nous interroge. Cette campagne, financée bien évidemment avec une partie des cotisations des paysans, laisse à penser que ceux-ci peuvent tirer leur épingle du jeu s'ils produisent selon le cahier des charges IP. C'est sans aucun doute ce que la grande majorité des consommateurs va penser en découvrant cette affiche.



Pour autant, pensez-vous vraiment avoir la liberté de parler d'équité dans le contexte actuel? S'il existe bel et bien un prix légèrement supérieur pour le lait, le blé ou les pommes de terre, et c'est bien normal au vu des exigences plus strictes, nous estimons qu'il ne permet pas encore de dire que le marché est «équitable» avec les paysans. Alors que les grandes enseignes annoncent régulièrement, pour ne pas dire chaque année, des bénéfices confortables, les agriculteurs continuent de ramer avec des horaires indécentes et des revenus

honteusement bas. La jeune génération peine à voir un avenir dans ce beau métier, et les fermes s'éteignent les unes après les autres, sans même parler de l'hémorragie au niveau de la production laitière.

Travailler 70 heures par semaine pour s'en sortir, est-ce équitable?

Un revenu de 10 ou 12 francs de l'heure, est-ce équitable?

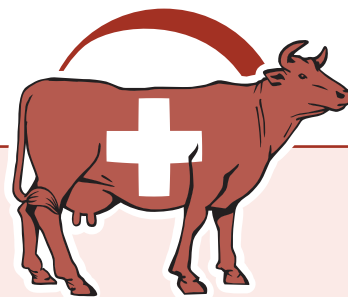
L'équité ne sera atteinte que lorsque les agriculteurs verront l'intégralité de leurs coûts de production couverte par le prix de vente et les paiements directs, tout en dégagant un revenu horaire d'au moins 35.- francs, ce qui ne nous semble vraiment pas excessif pour un patron d'entreprise en Suisse. En attendant, des affiches telles que celle décrite plus haut ne font qu'offrir un écran de fumée aux consommateurs, et permettent aux distributeurs de continuer de profiter sans retenue du précieux label helvétique.

Nous espérons que ce courrier saura vous faire comprendre notre point de vue, et nous vous invitons à prendre contact avec nous afin d'avancer vers une véritable équité pour tous les paysans suisses.

Dans l'attente de vos nouvelles, nous vous souhaitons, Madame, Monsieur, un très bel été et vous adressons nos plus cordiales salutations.

*Charles-Bernard Bolay, président
Vanessa Renfer, secrétaire syndicale*

Lettre restée sans réponse à ce jour...



JOURNAL D'UNITERRE

édition de novembre :
lever de rideau sur
la prochaine ACTION
d'Uniterre sur le lait !

À REVOIR/RÉÉCOUTER

Deux points de l'arrêté fédéral sur
la sécurité alimentaire inquiètent
une partie du monde paysan
Avec Pierre André Tombez
RSR1 La Matinale 31 août

L'invité de la rédaction :
Rudi Berli, président
d'Uniterre Genève
RSR1 15 août

Concert de Manu Chao au
PALEO 2017
Uniterre mis en avant!
lien youtube

Le film de Marie-Monique Robin
qui fait le procès de Monsanto
«Roundup, face à ses juges»
site de la RTS jusqu'au 25 sept
liens sur notre site :

www.uniterre.ch

Recherche FERME

Vous voulez remettre votre exploitation mais ne trouvez pas de repreneur?

Notre petite association sans but lucratif (Gemeinnütziger Internationaler Unterstützungsverein TU-HE-RO) cherche une ferme en Suisse. Nous serions heureux de reprendre la vôtre!

Contact: Regine Tuckermann
tuckermann@gmx.net
077 484 97 79

AGENDA

dimanche 10 septembre 9h

Caravane à vélo

«Notre panier bio»

Tour en Singine à partir de Fribourg

jeudi 14 septembre 19h

Comité Vaud d'Uniterre

et de l'Alliance pour la
souveraineté alimentaire

Local d'Uniterre, av. Grammont 9

sa-di 16-17 septembre 9h-18h

Marché bio de Saignelégier

Halle du marché concours

samedi 23 septembre 13h30

The Meal - Débat: «Le juste prix
pour les producteurs, les distributeurs et les consommateurs»

Genève, Plaine de Plainpalais

samedi 30 septembre 10h-18h

Journée Campagne initiative
pour la souveraineté
alimentaire

(lieu communiqué ultérieurement)

mercredi, 25 octobre 20h

Débat sur le lait équitable

Salle du Café de la Poste, Glovelier

samedi 18 novembre 10h-16h

Inauguration de la filature
«Laines d'ici»

Evologia, Cernier, NE

Plus d'infos sur notre site :

[www.uniterre.ch/
actions/agenda](http://www.uniterre.ch/actions/agenda)

CONTACTS SECTIONS

Neuchâtel : Philippe Reichenbach
079 640 89 63

Genève : Rudi Berli
078 707 78 83

Fribourg : Stéphane Mauron
026 655 16 27

Vaud : André Muller
021 652 75 50

Jura
021 601 74 67

Chablais : Pierre Moreillon
024 499 21 17

Cresus

Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture!
Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation: le trio gagnant

www.cresus.ch

uniterre
LE MENSUEL AGRICOLE INDÉPENDANT
www.uniterre.ch

Responsable du journal: Charles-Bernard Bolay,
079 409 14 42, charles-bernard@bluewin.ch

Imprimerie:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs,
1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Traductions: Stefanie Schenk

Secrétariat du syndicat:
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67 - info@uniterre.ch

Président: Charles-Bernard Bolay,
079 409 14 42, charles-bernard@bluewin.ch

Abonnements et changements d'adresse:
Claude Mudry, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch

Cotisations annuelles: Paysan 200.- /
Sympathisant 150.- / Soutien 400.- / Etudiant 60.-
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen,
Compte: N°28496.55 - Uniterre, pa Claude Mudry,
Bellevaux 50, 2518 Nods

Commission internationale Uniterre:
Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève
078 707 78 83, ciu@uniterre.ch

Coordination Européenne Via Campesina,
Commission vente directe,
Commission grandes cultures et viande,
Commission jeunes-accès à la terre:
021 601 74 67, info@uniterre.ch

Commission Lait:
021 601 74 67, lait@uniterre.ch